



**COLLECTIF C.G.T.
D.I.R. MASSIF CENTRAL**
Ardèche, Aveyron, Cantal, Haute-Loire, Hérault, Lozère, Puy de Dôme



Lettre ouverte de l'UF CGT de la Dir Massif Central :

Depuis plus d'un an les agents des Directions Interdépartementales des DIRs manifestent leur opposition à différents projets de casse du service public routier national : création d'un établissement public (création des redevances, c'est-à-dire routes payantes pour les usagers), privatisations, transferts aux collectivités, "projet industriel" (projet basé sur une baisse du niveau de service rendu aux usagers pour permettre de massives suppressions de postes, etc).

Tous ces projets auraient pour conséquence une dégradation des conditions de circulation et de la sécurité des usagers, (service hivernal, assistance aux usagers victimes de pannes, d'accidents, etc ...)

Pour protester contre cette casse du service public, lundi 01 juillet 2019, à l'appel de la CGT, une centaine d'agents de la Dir Massif Central ont occupé l'autoroute A 75 une grande partie de la journée.

Le déblocage est intervenu après l'engagement du préfet de Haute-Loire de l'organisation dans la semaine d'une réunion de négociation en présence de responsables du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire portant sur les revendications suivantes :

- le maintien du réseau routier national (refus des différents projets de casse des DIRs : transferts aux départements, privatisation, adossement, création d'un Établissement Public, « projet industriel »...)
- l'arrêt des suppressions de postes ; recrutements en nombre suffisant d'agents titulaires pour la réalisation des missions en sécurité, pour le niveau de service légitime que les usagers sont en droit d'attendre
- le maintien et amélioration du service actif par la bonification : la dangerosité et la pénibilité doivent être compensés par de véritables droits à des départs anticipés, avec des pensions décentes, aujourd'hui la pension moyenne est de 980€ !

Pour rappel : le projet de « retraite à points » prévoit la suppression du service actif, donc des départs à partir de 62 ans ...

- la revalorisation des carrières et des salaires pour tous les agents : agents des routes , OPA , administratifs etc ...

- La PTETE portée à 5000 € par an pour les agents sur les réseaux avec moins de 70 000 véhicules/J, portée à 7000 € au-delà de 70 000 véhicules/J.

- la suppression de la note aux DIRs créant une enveloppe limitant le paiement des heures supplémentaires

A ce jour et à cette heure, vendredi 05 juillet 2019 à 12h , aucune réunion n'est convoquée, malgré nos relances. Les agents de la DIR Massif Central et la population sont en droit de s'interroger sur la valeur de la parole des représentants de l'État.

Dans ces conditions, le gouvernement porte la responsabilité de la situation.

Les agents considèrent ce reniement à la parole donnée comme un nouveau signe du mépris que les autorités leur témoignent.

La population doit comprendre que leur combat porte sur le maintien d'un service public routier national, gratuit, de qualité, avec un niveau de service que les usagers sont en droit d'exiger.

Il s'agit donc d'un combat d'intérêt commun et d'intérêt général.

L'UF CGT de la Dir Massif Central.